

# Un service public “dégradé” : un collectif de hauts fonctionnaires tire la sonnette d’alarme

Bastien Scordia

Santé, éducation, justice, sécurité, transports... Peu importe le domaine, les récentes études et rapports ne cessent de le démontrer : les Français ont une opinion de plus en plus négative des différents services publics. Un sentiment lié à un discours déplorant sans cesse des services publics qui s’effondrent ou se dégradent. Sous le poids des transformations à l’œuvre depuis près de quarante ans, le service public est devenu un “*service minimum*” et “*dégradé*”, confirme le collectif de fonctionnaires Nos services publics dans son “rapport sur l’état des services publics” [publié](#) ce jeudi 14 septembre.

Ce *think tank* classé à gauche ambitionne, avec ce rapport, de dépasser la seule vision budgétaire des services publics pour “*poser un diagnostic transversal*” sur les principales évolutions des services publics au cours des dernières décennies. Et ce en s’attardant sur les évolutions démographiques, sociales, environnementales ou technologiques qui ont transformé les besoins de la population “*plutôt que de prendre comme point d’entrée les moyens qui sont alloués par la réponse publique à ces besoins*”.

“*Les inégalités sociales et démographiques dans l’accès aux principaux services publics ont connu une augmentation dans tous les secteurs, s’alarme ainsi le collectif. Les services publics sont également de moins en moins à même de remplir leur mission de réduction des inégalités dans la société.*” Une dégradation des services publics qui aurait également des conséquences néfastes sur les agents, notamment sur leurs conditions de travail.

## Approche par les besoins

Alors comment expliquer cet effondrement des services publics ? Le collectif donne plusieurs réponses, sans pour autant avancer de propositions précises pour y remédier. À quelques jours de la présentation du projet de loi de finances pour 2024, son rapport “*visé à nourrir le débat public*”, indique le *think tank* en promettant de pousser son approche par les besoins plutôt que par les moyens.

Certes, le collectif reconnaît que les dépenses publiques ont augmenté au cours des dernières années *via* notamment une hausse du nombre d’agents publics. Mais cela ne suffirait pas et les efforts engagés restent “*insuffisants*” aux yeux du *think tank* pour “*prendre en charge de manière satisfaisante*” les besoins des citoyens.

“*Bien qu’ils aient été sporadiquement renforcés, les moyens des services publics augmentent depuis vingt ans moins rapidement que les besoins sociaux*”, s’inquiète ainsi Nos services publics. Et l’écart entre ces moyens déployés et ces besoins tend même à “*s’aggraver*”, selon le collectif. Critique, il pointe aussi du doigt une répartition des moyens qui reste “*souvent centrée sur des problématiques accessoires, (...) souvent plus visibles politiquement ou en décalage par rapport aux évolutions de la société et aux attentes de la population*”.

## Les externalisations pointées du doigt

Au-delà, selon le collectif, cet écart “*croissant*” entre les besoins et les services rendus ouvrirait un “*espace grandissant pour une offre privée et délocalisée*” de prise en charge des Français. Or ces services concurrents du service public “*se caractérisent par un coût supérieur et une absence d’accueil inconditionnel*”, ce qui entrerait en conflit avec la vocation universelle du service public, s’inquiète le collectif.

Dans une note publiée au printemps 2021, le *think tank* tirait – déjà – la sonnette d’alarme au sujet de l’externalisation des services publics. La puissance publique “*sape sa capacité à agir*” en recourant massivement à cette externalisation, critiquait alors Nos services publics.